

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Une question posée en ces termes n'est pas recevable. Le député sait qu'il doit poser la question au premier ministre et demander si la déclaration prononcée à l'extérieur de la Chambre représente la politique du gouvernement.

**M. McGrath:** Je vais suivre l'avis de Votre Honneur et reformuler ma question en l'adressant à qui de droit. Je demande au premier ministre si le ministre de l'Expansion économique régionale exprimait la politique gouvernementale, samedi, à Toronto, quand il a dit que les disparités économiques régionales constituaient le problème n° 1 du pays? En conséquence, pouvons-nous nous attendre maintenant à des changements dans la politique anti-inflationniste du gouvernement?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, dans notre lutte contre l'inflation, nous avons toujours tenu compte des inégalités régionales, car la question est tout au haut de l'échelle des priorités. Le budget du ministre des Finances a fait état de la chose et les très fortes sommes que nous affectons à l'expansion économique régionale tendent à corroborer ce fait.

**M. McGrath:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre aurait-il la gentillesse de transmettre ce renseignement aux premiers ministres des provinces canadiennes qui comptent des régions défavorisées?

**Le très hon. M. Trudeau:** Ils connaissent certainement la situation, monsieur l'Orateur.

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Comme le premier ministre a indiqué qu'il s'agit là de la priorité des priorités au Canada, est-il disposé à joindre le geste à la parole et à verser de l'argent là où il en faut?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député comprendra que je ne peux guère accepter ce genre de questions, et pour bien des raisons.

## LA MAIN-D'ŒUVRE

### LA JEUNESSE ET LE CHÔMAGE

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, je m'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Étant donné que les statistiques de chômage du mois de mars révèlent que près de 40 p. 100 des personnes sans emploi au Canada ont moins de 25 ans, le ministre peut-il nous dire si son ministère a mis sur pied de nouveaux programmes à l'intention de la jeunesse et destinés à remédier à la situation?

**M. l'Orateur:** La question du député requiert une réponse sous forme de déclaration.  
[M. McGrath.]

tion. Il plaît peut-être au ministre de nous dire s'il fera une telle déclaration en temps utile.

**M. Nystrom:** Le ministre peut-il nous dire s'il fera une déclaration à ce sujet d'ici une semaine?

**L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Non, monsieur l'Orateur.

## L'IMMIGRATION

### L'HOSPITALISATION D'UN RESSORTISSANT AMÉRICAIN FRAPPÉ D'UN ORDRE D'EXPULSION

**M. John L. Skoberg (Moose Jaw):** J'ai une question à poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Un détenu du pénitencier de Prince Albert, citoyen américain, a fini de payer sa dette à la société depuis le 28 janvier dernier, mais il est frappé d'un ordre d'expulsion aux États-Unis et comme il a extrêmement besoin de soins spéciaux, le ministre pourrait-il dire s'il verra immédiatement à le faire admettre dans une institution autre qu'un pénitencier jusqu'à ce qu'il soit possible de prendre des mesures à propos de cet ordre?

**L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Je n'ai entendu parler de ce cas qu'aujourd'hui, monsieur l'Orateur. J'irai aux renseignements afin de savoir ce que l'on peut faire de mieux pour cette personne.

**M. Skoberg:** Une question supplémentaire. Étant donné que deux hôpitaux des États-Unis ont déjà refusé de recevoir ce malade, quels moyens avons-nous au Canada pour prendre soin des gens qui se trouvent dans une situation de ce genre, au lieu de les laisser au pénitencier...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. La question supplémentaire devrait être inscrite au *Feuilleton*. La première question est recevable, mais non pas la question supplémentaire.

## AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LA MENACE DE RETRAIT DU DANEMARK DE LA COMMISSION DES PÊCHES DE L'ATLANTIQUE ET LES RESSOURCES DE SAUMON

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre a-t-il été informé par le ministre des Pêches du Danemark, l'honorable A. C. Norman, que son pays se retirera de la Commission des pêches de l'Atlantique-Nord si les autres États membres insistent pour que soit interdite pendant dix